



Organe d'expression de l'ONG CPD

Colonie des Pionniers  
-  
de Développement

## PERISCOPE n° 8

1er mai 2015

### Vers une situation catastrophique au Burundi

#### Les manifestants contre le troisième mandat de Pierre NKURUNZIZA résistent aux balles réelles

Depuis le début des manifestations des populations burundaises contre le troisième mandat de son Excellence le Président de la République du Burundi, Pierre NKURUNZIZA, les confrontations entre les manifestants et la Police Nationale continuent. L'impact sur le plan sécuritaire, social, économique et environnemental tant au niveau national que régional montre que le pays va vers une situation chaotique totale si rien n'est fait dans un bref délai.

Durant 5 jours de manifestations dans différentes communes urbaines de Bujumbura, les populations sans armes ni autre objet de répliquer aux policiers résistent aux balles réelles, aux arrestations lors des manifestations ou dans leurs ménages.

On assiste aux affrontements sous forme de jeu de cache-cache dans la majorité des communes urbaines de Bujumbura et l'impact est énorme.

Sur le plan sécuritaire et social, plusieurs personnes mortes et blessées dans différents coins de Bujumbura. Il s'agit des personnes tuées avec des armes légères et munitions réelles par des policiers lors des manifestations sans armes. On signale déjà 15 personnes tuées dont un enfant de 15 ans. Plus de 500 personnes sont arrêtées et emprisonnées dans des conditions déplorables, sans boire ni manger et certaines sont déjà acheminées à l'hôpital souffrant de la faim. Les communes urbaines les plus touchées sont celles de Cibitoke, Musaga et Nyakabiga considérées comme les points de rencontres des populations qui manifestent et situées aux entrées du centre-ville de Bujumbura.

Cette situation qui tend vers le chaos total ne se limite pas à Bujumbura. Bien que la Police Nationale continue à empêcher les populations qui veulent rejoindre le mouvement de manifestation pacifique de Bujumbura, le peuple n'appartenant pas au parti politique au pouvoir de toutes les provinces du pays est envahi par la peur et la terreur qui est à l'origine de la fuite de plus de 20 000 personnes déjà réfugiées dans des pays voisins comme le Rwanda, la République Démocratique du Congo, la Tanzanie et ailleurs.

Tous les établissements scolaires secondaires sont fermés à Bujumbura et les autres établissements d'autres provinces suivent le rythme. Les Universités et Instituts supérieurs universitaires publics sont fermés et plus de 600 étudiants ont fui en demandant le refuge à l'Ambassade des États-Unis d'Amérique à Bujumbura.

Les populations burundaises sont privées d'informations sur ce qui se passe actuellement dans le pays. En plus de la fermeture totale de la Radio Publique Africaine qui dénonçait en direct 80% de bavures commises au cours des manifestations et informait presque toute la population burundaise sur l'état des lieux, même les lignes de l'intérieur du pays d'autres médias privés comme la Radio Bonesha FM et la Radio Isanganiro sont coupés comme les lignes téléphoniques.

Les populations rencontrées par nos animateurs sur terrain qualifient le fait d'être privées d'informations sur l'état des lieux dans leur pays d'emprisonnement de tout un peuple qui semble attendre la mort en silence. Selon une vieille femme veuve, la fermeture des médias privés par le gouvernement burundais rappelle la fermeture de la radio Cordack par l'état de l'ex-Président du Burundi Michomero Michel qui, lors des massacres à grande échelle du peuple hutu en 1972, ne voulait pas que des meurtres perpétrés à l'endroit des populations innocentes ne soient pas connus du monde. Elle demande l'ouverture immédiate de la Radio Publique Africaine et la libération des chaînes des radios Bonesha et Isanganiro qui émettent à l'intérieur du pays.

Sur le plan économique, on constate que 95% des activités commerciales sont bloquées dans la capitale et dans différentes villes de l'intérieur du pays suite à une situation de crise qui s'implante et à laquelle on ne voit pas de solution. Les livraisons de denrées alimentaires qui venaient des provinces sont suspendues suite à l'insécurité totale. Cette situation liée à la sécurité alimentaire affecte aussi bien le Burundi que des pays voisins où les réfugiés continuent à augmenter du jour.

La situation tend vers le chaos total au moment où les opinions des politiciens de la mouvance présidentielle et de l'opposition divergent dans la recherche des solutions qui peuvent sortir des populations burundaises du danger qu'elles courent.

A la 5<sup>ème</sup> journée des manifestations contre ce qu'elles appellent la violation de la constitution du pays et des accords de paix signés à Arusha, les différents politiciens de l'opposition : Honorable Léonce NGENDAKUMANA, président du parti politique Front pour la Démocratie au Burundi FRODEBU, Honorable Charles NDITIJE, président de l'Union pour le Progrès National UPRONA non reconnu par l'État Burundais et son adjoint Professeur NGAYIMPENDA, Monsieur Chauvino MUGWENZEZO Représentant le parti politique UPD Zigamibanga soutiennent et encouragent les manifestations. A la 4<sup>ème</sup> journée de manifestation, ces derniers se sont joints aux populations qui manifestaient en commune de Nyakabiga, en les encourageant à continuer ce mouvement jusqu'à ce que le Président de la République renonce à la décision de présenter sa candidature aux élections présidentielles. Honorable Sénateur et ex-Président de la République du Burundi Sylvestre NTIBANUNGANYA soutient aussi lesdites manifestations. Il se réjouit de l'union solidaire des jeunes d'ethnies confondues contre toute personne qui veut violer la constitution et les accords de paix d'Arusha qui ont tiré des populations burundaises des conflits ethniques armés. Il les exhorte à ne pas lâcher la défense de leurs droits.

Malgré la situation et le niveau de violence que connaît le pays, malgré les avis et manifestations courageuses des populations qui sont contre le 3<sup>ème</sup> mandat de Pierre NKURUNZIZA, 16 Sénateurs du parti au pouvoir CNDD-FDD ont adressé une correspondance à la Cour Constitutionnelle du Burundi, en lui demandant de se réunir et de se prononcer sur le droit au 3<sup>ème</sup> mandat Pierre NKURUNZIZA. Toutefois, la majorité de la population est désespérée car, connaissant le passé de cette cour, elle ne croit pas en sa neutralité.

Le procureur de la République du Burundi, Monsieur Valentin BAGORIKUNDA, a mis sur pied une commission chargée d'inventorier et de suivre les auteurs impliqués dans la planification et la mise en œuvre des manifestations qui, selon lui, est à la base de la perturbation de la paix et de la sécurité. Selon certains leaders d'opinion, cette commission n'aurait pas d'autre objectif que de traquer, d'arrêter et de violer les droits de toute personne qui serait contre le fameux 3<sup>ème</sup> mandat. Les acteurs de la société civile, les responsables et membres actifs des partis politiques d'opposition, les médias et les manifestants seraient les plus visés.

Afin de leur demander ses avis et recommandations, la Colonie des Pionniers de Développement (C.P.D.) a approché des populations de la commune urbaine de Buyenzi qui se sont exprimées sous forme d'alerte, en déplorant la mort d'un militaire tué par un membre du service de renseignement car il ne voulait pas que l'on tire sur les populations à balles réelles.

Désespérée, ne faisant que de prier Allah 5 fois par jour comme à la coutume, la population qui a toujours contribué par des idées et non pas par la violence, nous a dit que l'intervention étrangère s'avère nécessaire car les Burundais risquent de sombrer encore dans une violence armée sans nom.

Deux sages de cette cité musulmane à 95%, approchés par les animateurs de la C.P.D ont proposé que nous fassions une alerte aux chefs d'Etat de la région de l'Afrique de l'Est, aux Chefs d'Etat de la région de l'Afrique Centrale, au Président de l'Afrique du Sud, aux envoyés spéciaux des Etats-Unis d'Amérique, de l'Union Européenne et de l'Union Africaine pour s'approprier cette question épineuse. Selon ces deux sages qui ont préféré garder l'anonymat pour leur sécurité, ces grandes personnalités peuvent inviter leur homologue burundais en personne, les protagonistes burundais des mouvances et de l'opposition, les organisations de la société civile et les Nations Unies pour discuter et convaincre les uns les autres en agissant directement en faveur des populations burundaises en danger. Dans la mesure du possible, la Tanzanie, qui a toujours facilité le dialogue inter-burundais peut prendre le devant en collaboration avec l'Afrique du Sud et l'ONU. Les messages convaincants qui seraient donnés dans ce genre de rencontre proposée doivent être très clairs et forts en faveur des populations burundaises en général. Il faut rappeler que les accords de paix d'Arusha sont la mère de la constitution actuelle violée et les militaires doivent prendre leurs responsabilités sans compter sur les politiques de tous bords. L'urgence s'impose pour convaincre les décideurs politiques burundais, a conclu l'un des deux sages rencontrés.

« Colonie des Pionniers de Développement »